

Réciprocité des normes

DEMANDE

La relève demande au gouvernement que les produits qui n'ont pas les mêmes normes qu'au Québec soient taxés dans un principe de réciprocité des normes. Les revenus engendrés par cette taxe seraient redistribués à l'agriculture d'ici.

Cette demande a été formulée lors du congrès de la FRAQ en 2024.

ENJEUX

L'asymétrie dans les normes de production des produits agroalimentaires est très présente. Qu'elle soit sociale, environnementale, agronomique, économique ou de salubrité, tous les pays règlementent la production de leurs aliments différemment.

Parmi les déséquilibres, les producteurs d'ici sont souvent fortement désavantagés par rapport à des producteurs de l'international contre qui ils entrent en compétition au niveau des coûts de production, à l'imposition de normes environnementales plus strictes, aux normes sur l'utilisation de pesticides, aux conditions salariales, au climat, aux normes de bien-être animal, etc.

Des produits importés ayant des normes de production moins contraignantes cohabitent donc avec les produits locaux. Bien que les consommateurs ne soient pas au courant, un fort désavantage concurrentiel est présent pour les produits d'ici : coûts de production plus élevés, fardeau administratif, compétition accrue, pertes des parts de marchés et dépendance des importations alimentaires.

La relève comprend la complexité de la réciprocité des normes et l'importance de nuancer. Il est toutefois essentiel de maintenir un équilibre entre l'ouverture aux échanges internationaux et la protection des producteurs locaux pour garantir un système alimentaire durable et équitable.

La relève croit que l'incohérence des échanges et du marché de denrées alimentaires sur le plan international nuit fortement à l'établissement et la commercialisation de produits locaux et donc au développement des entreprises locales.

Réciprocité des normes

ENJEUX [SUITE]

Aussi, les savoir-faire et la grande qualité des produits du Québec auraient davantage à être mieux connus pour exposer ces enjeux. Cela aurait un impact significatif sur la compréhension des consommateurs de la complexité des différents déséquilibres qui limitent la relève dans son établissement et l'actualisation de ses pratiques.

Pour soutenir la relève agricole au Québec, il est donc important de mettre en place des politiques et des programmes qui facilitent l'accès au financement, qui encouragent l'innovation et qui protègent les producteurs locaux contre une concurrence déloyale.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La relève demande davantage d'équivalence et d'équité dans les normes environnementales, sociales, économiques, agronomiques et de salubrité entre les entrepreneurs d'ici et ceux de l'étranger. Autrement dit, elle demande d'instaurer les mêmes normes aux produits agroalimentaires importés qui trouvent leur équivalent dans une production locale.

La relève demande aussi que les gouvernements taxent les produits pour lesquels les mêmes normes ne sont pas applicables dans un principe de réciprocité et que les revenus soient réinvestis en agriculture au Québec.